

GRUPE HORIZONS & APPARENTÉS

BILAN LÉGISLATIF :
*un an au service
des Français*

Juin 2023





Des députés **ENGAGÉS POUR ÊTRE** *utiles aux Français*

*Depuis un an, les députés du groupe **Horizons & Apparentés** sont mobilisés à l'Assemblée nationale et en circonscription pour proposer des solutions concrètes aux attentes des Français. Redonner du sens à l'action publique, lutter contre le sentiment d'inaction politique, protéger nos institutions, préserver les conditions d'un débat public de qualité... Tels ont été les piliers de notre action depuis juin 2022.*

*Avec le quotidien des Français comme boussole permanente, les députés **Horizons & Apparentés** sont engagés depuis le 1^{er} jour de leur mandat, au sein de la majorité présidentielle, avec pour méthode : la proximité avec nos concitoyens et le dialogue avec les élus locaux.*

Protection du pouvoir d'achat, adaptation au changement climatique et accélération de la transition énergétique, accès aux soins pour tous, renforcement des moyens de sécurité et de justice... Beaucoup a été accompli avec l'adoption définitive de 55 propositions de loi, projets de loi et conventions internationales au 19 juin 2023. Beaucoup de chantiers législatifs ont été lancés, dans un esprit de concertation, de travail partagé et de rassemblement le plus large possible. Mais beaucoup reste encore à faire.

Protéger le pouvoir d'achat de chaque Français

FAIRE FACE À LA MONTÉE DES PRIX DE L'ÉNERGIE

Prolongation du bouclier tarifaire contre la hausse des prix du gaz et de l'électricité.

Distribution de plusieurs chèques énergie exceptionnels de 100 à 200 €.

Mise en place de remises carburants tout au long de l'année 2022.

REDONNER DU SENS À LA VALEUR TRAVAIL

Relèvement du plafond de la prime exceptionnelle de pouvoir d'achat (dès juillet 2022 et pour 2023) jusqu'à 3 000 € ou 6 000 € si un accord d'intéressement a été conclu.

Possibilité de **rachat des RTT et revalorisation de la prime d'activité** : 4 % en 2022, puis 1,6 % en avril 2023.

Revalorisation de 10 % des AESH à la rentrée 2023.

Revalorisation des salaires des enseignants autour de 10 % en moyenne, en particulier des jeunes diplômés.

Augmentation des bourses étudiantes de 4 % pour l'année universitaire 2022-2023.

Revalorisation du point d'indice des fonctionnaires de 3,5 % en 2022 et +1,5 % annoncé pour juillet 2023.

AMÉLIORER LA VIE QUOTIDIENNE

Versement d'une prime exceptionnelle de rentrée sous condition.

Augmentation des pensions minimales de retraites de 5,1 %.

Suppression de la redevance audiovisuelle, soit 138 € d'économies par foyer.

Indexation du barème de l'impôt sur le revenu 2022 sur l'inflation.

APPORTER NOTRE SOUTIEN AUX ULTRA-MARINS FACE AUX DIFFICULTÉS ÉCONOMIQUES

Création d'une **commission d'enquête sur le coût de la vie outre-mer** et adoption d'une PPL visant à **renforcer le principe de la continuité territoriale en outre-mer**.

S'adapter et lutter contre le changement climatique

ADOPTION DE PLUSIEURS LOIS D'IMPORTANCE POUR ACCÉLÉRER ET ASSURER NOTRE INDÉPENDANCE ÉNERGÉTIQUE :

- loi de **planification et d'accélération du déploiement des énergies renouvelables** ;
- loi de **planification et de relance de l'énergie nucléaire** ;
- PPL visant à **déployer des services express régionaux métropolitains** pour faciliter les transports du quotidien ;
- PPL visant à **renforcer la prévention et la lutte contre l'intensification du risque incendie**.

PLUS DE 41 MDS € VOTÉS EN FAVEUR DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE EN LOI DE FINANCES :

- un nouveau plan de **250 M € pour encourager les mobilités douces** ;
- **2,3 Mds € supplémentaires pour le programme « MaPrimeRénov' »** ;
- le **doublement de la taxation du carburant des jets privés**, qui jusqu'alors bénéficiaient d'une niche fiscale.

ACCÉLÉRER LA RÉNOVATION ÉNERGÉTIQUE DES BÂTIMENTS PUBLICS GRÂCE À L'AUTORISATION DU RECOURS AU TIERS FINANCEMENT À TITRE EXPÉRIMENTAL POUR UNE DURÉE DE 5 ANS

Agir pour la protection de notre biodiversité

150 M € dédiés à la stratégie nationale pour la biodiversité afin de protéger et restaurer les écosystèmes.

Lutte contre l'artificialisation des sols : examen d'une PPL visant à **renforcer l'accompagnement des élus locaux**.

Adoption de résolutions visant à **défendre un accord ambitieux lors de la COP15 sur la diversité biologique** et à **défendre un moratoire sur l'exploitation minière des fonds marins**.

Redonner des marges de manœuvre aux collectivités et aux élus locaux

Mise en place d'un **filet de soutien** face à la hausse des coûts de l'énergie en 2023.

Augmentation du montant de la DGF de **230 M €** en 2023.

Mise en place d'un « **Fonds vert** », doté de **2 Mds €** pour investir dans la performance environnementale et l'amélioration du cadre de vie.

Quintuplement de l'enveloppe pour les communes en grande difficulté, portée à **10 M €**, et révision des critères de définition des communes situées en « zone tendue ».

Soutenir le travail et la rémunération du monde agricole

Adoption d'une loi tendant à **renforcer l'équilibre** dans les relations commerciales entre fournisseurs et distributeurs.

Adoption de résolutions visant à **lutter contre les sur-transpositions** du droit européen en matière agricole et à porter l'**opposition de la France à l'accord commercial** entre l'UE et le Mercosur en l'absence de clauses miroirs.

450 M € débloqués pour financer les mesures d'**indemnisation des crises de 2022** (influenza aviaire, de gel du printemps 2022, crise de la filière porcine, etc.).

Promotion de l'agriculture bio par le **maintien de la dotation du Fonds « Avenir Bio »**.

Prorogation jusqu'en 2025 de la **Déduction pour épargne de précaution**.

Adoption d'une loi visant à **calculer la retraite de base de nos agriculteurs** sur les 25 meilleures années de revenu.

Renforcer les moyens de la Justice

Hausse de **8 %** du budget de la Justice pour 2023, qui s'ajoute aux hausses de 2021 et 2022, soit une hausse inédite de **+26 %** en 3 ans (+40 % depuis 2017).

Renforcement des moyens humains avec **10 000 emplois créés** sur 5 ans dont 1 500 magistrats et 1 500 greffiers.

200 M € dédiés à la modernisation numérique de la Justice.

Mise en œuvre de l'objectif d'**ouverture de 15 000 places de prison supplémentaires** d'ici 2027.

Protéger les Français

RENFORCER LES MOYENS DES FORCES DE L'ORDRE AVEC LA LOI D'ORIENTATION ET DE PROGRAMMATION DU MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR (LOPMI) :

- **8 500 postes supplémentaires de policiers et gendarmes** créés et **15 Md € supplémentaires** pour les forces de l'ordre sur 5 ans ;
- **4 400 postes d'assistants** créés pour alléger la charge administrative des enquêteurs ;
- **renforcement des sanctions contre les rodéos urbains** ;
- **aggravation des peines en cas de cyberattaques contre des établissements de santé**.

DANS LE CADRE DE LA LOI RELATIVE AUX JEUX OLYMPIQUES ET PARALYMPIQUES :

- **renforcement de la loi contre la fraude aux billets et les violences** afin d'assurer la sécurité des manifestations sportives ;
- **protection des spectateurs par l'intelligence artificielle** en conciliant sécurité du public et respect des libertés publiques avec le **recours encadré à la vidéoprotection augmentée**.

ADOPTION D'UNE LOI VISANT À PROTÉGER LES PROPRIÉTAIRES CONTRE L'OCCUPATION ILLICITE :

- **procédure judiciaire réduite à 2 mois** ;
- **renforcement des sanctions liées au squat** (3 ans de prison et 45 000 € d'amende) ;
- mise à disposition de locaux aux personnes en situation de précarité.

LUTTER CONTRE LES VIOLENCES SEXUELLES ET INTRAFAMILIALES

Augmentation pour 2023 de l'objectif de **déploiement des téléphones grave danger**.

Création d'une aide universelle d'urgence pour les victimes de violences conjugales, pour les aider à quitter le domicile.

CONDAMNATION DES VIOLENCES LORS DE MANIFESTATIONS ILLICITES

Nous avons demandé et obtenu la création d'une **commission d'enquête sur la structuration, le financement, les moyens et les modalités d'action des groupuscules auteurs de violences à l'occasion des manifestations et rassemblements intervenus entre le 16 mars et le 3 mai 2023, ainsi que sur le déroulement de ces manifestations et rassemblements**.

Encadrer les réseaux sociaux, notamment pour protéger les plus jeunes

Protection de nos enfants avec la PPL portée par le groupe Horizons visant à instaurer une majorité numérique et à lutter contre la haine en ligne.

Adoption d'une PPL visant à mieux encadrer et contrôler l'activité d'influence commerciale sur les réseaux sociaux.

Se donner les moyens d'aller vers le plein-emploi à l'horizon 2027

Création d'un service public de la VAE et introduction d'un critère de contracyclicité dans les règles de calcul des droits.

Suppression de l'indemnisation chômage après deux refus de CDI à l'issue d'une mission d'intérim.

Instauration de la présomption de démission du salarié, lorsqu'il quitte le poste volontairement.

À 7,1%, le taux de chômage est à son plus bas niveau depuis 40 ans.

Avec la réforme des retraites, nous avons repoussé l'âge légal de départ afin de permettre un retour à l'équilibre en 2030 sans augmenter les cotisations, ni diminuer les pensions, tout en réduisant les inégalités (protection des carrières longues, meilleure prise en compte de la pénibilité, fin des régimes spéciaux pour les nouveaux entrants) et en introduisant des mesures de progrès (prise en compte des effets des carrières hachées, valorisation des seniors et simplification du cumul emploi-retraite).

Renforcer l'accès aux soins pour tous

ADOPTION DE LA PPL DU GROUPE HORIZONS VISANT À AMÉLIORER L'ACCÈS AUX SOINS PAR L'ENGAGEMENT TERRITORIAL DES PROFESSIONNELS

- faciliter la coordination entre les acteurs locaux avec le territoire de santé comme échelon de référence. : participation de tous à la permanence des soins ;
- interdiction de l'intérim médical à tous les professionnels en début de carrière ;
- encadrement du « nomadisme médical » ;
- fin de la majoration tarifaire pour les patients ayant perdu leur médecin traitant ;
- création du statut d'infirmier référent.

UN EFFORT SANS PRÉCÉDENT CONSACRÉ À L'HÔPITAL AVEC UN BUDGET TOTAL SUPÉRIEUR À 100 MD € POUR LA 1^{ÈRE} FOIS EN 2023

CRÉATION D'UNE 4^{ÈME} ANNÉE DE MÉDECINE GÉNÉRALE, PRIORITAIREMENT RÉALISÉE DANS LES ZONES MÉDICALEMENT TENDUES

DÉCONJUGALISATION ET REVALORISATION DE 4% DE L'AAH

RENFORCER LA PRÉVENTION

Création des rendez-vous prévention aux âges clés de la vie.

Dépistage sans ordonnance des maladies sexuellement transmissibles.

Systematisation du dépistage néonatal de la drépanocytose et prolongation de l'expérimentation du cannabis thérapeutique.

Intégration des prothèses capillaires dans le 100% santé, pour les patients traités par chimiothérapie.

ACCÉLÉRER LA DÉLÉGATION DE TÂCHES ENTRE PROFESSIONNELS DE SANTÉ POUR LIBÉRER DU TEMPS MÉDICAL

PROTÉGER LES FAMILLES

1,5 milliard d'euros par an consacrés à la politique familiale.

Création d'un parcours d'accompagnement des couples confrontés à une fausse-couche.

Renforcement des aides pour les familles monoparentales, avec une augmentation de 50% de l'allocation familiale.

Elargissement du droits des aidants et des parents d'enfants malades dans la fonction publique.

Afin d'aider les familles touchées par la maladie et le handicap, une PPL portée par le groupe Horizons visant à renforcer la protection des familles d'enfants atteints d'une maladie ou d'un handicap ou victimes d'un accident d'une particulière gravité a été adoptée par l'Assemblée nationale et sera examinée en juillet par le Sénat. Il s'agit de proposer des réponses concrètes et opérationnelles aux familles pour renforcer leur protection et tenter d'améliorer leur quotidien.

Lutter contre la fraude

Elargissement du pouvoir de contrôle de la Cour des comptes sur les EHPAD et leurs organismes gestionnaires et renforcement des sanctions, suite à l'affaire ORPEA.

Renforcement de la transparence des services de numérique en santé et de la collaboration entre les services de l'Etat et les caisses de Sécurité sociale.

Encadrement des remboursements des arrêts de travail prescrits en téléconsultation pour limiter les abus.

Interdiction du démarchage téléphonique, par SMS et par courriel des organismes de formation pour lutter contre la fraude au CPF.

Garantir notre souveraineté et le soutien à nos armées avec la LPM (en cours d'examen par le Sénat)

UN EFFORT SANS PRÉCÉDENT DE 413 MDS € VOTÉS POUR LA PÉRIODE 2024-2030

DOUBLEMENT DU BUDGET ANNUEL PAR RAPPORT À 2017 POUR MODERNISER NOS ARMÉES, AMÉLIORER LES CONDITIONS DE VIE DE NOS MILITAIRES ET DE LEURS FAMILLES, ET ÊTRE AU RENDEZ-VOUS DES ENJEUX TECHNOLOGIQUES FACE AUX NOUVELLES MENACES, SOIT :

- 10 Mds € pour l'innovation de nos armées ;
- 6 Mds € pour investir dans le spatial ;
- 4 Mds € pour notre cyberdéfense ;
- 750 M € pour le Plan Famille 2 (+ 450 M € par rapport au Plan Famille 1).

MIEUX PROTÉGER LA FRANCE FACE AUX ATTAQUES CYBER PAR LE RENFORCEMENT DES COMPÉTENCES DE L'AGENCE NATIONALE DE SÉCURITÉ DES SYSTÈMES D'INFORMATION

Réaffirmer le soutien de l'Assemblée nationale au plan international

ADOPTION DE PLUSIEURS RÉSOLUTIONS MARQUANT UN SOUTIEN FORT DES DÉPUTÉS ET LA DÉNONCIATION D'ACTES INACCEPTABLES

Soutien au mouvement pour la liberté du peuple iranien.

Soutien au peuple ukrainien face à l'invasion russe.

Soutien à l'Arménie contre l'invasion de l'Azerbaïdjan.

Demande de reconnaissance et de condamnation de la grande famine de 1932-1933 en Ukraine comme génocide.

Reconnaître Wagner comme organisation terroriste pour imposer des contrôles et des sanctions renforcés.

UN AN à l'Assemblée
Nationale
AVEC LES DÉPUTÉS
HORIZONS *c'est* :

+ 1 000
HEURES
de séance publique

55
TEXTES
définitivement adoptés
et promulgués

65
QUESTIONS
au Gouvernement

466
QUESTIONS
écrites

Des députés ENGAGÉS POUR ÊTRE utiles aux Français



Laurent
MARCANGELI

CORSE-DU-SUD
AFFAIRES ÉTRANGÈRES
Président



Marie-Agnès
POUSSIER-WINSBACK

SEINE-MARITIME
LOIS
Vice-présidente



Frédéric
VALLETOUX

SEINE-ET-MARNE
AFFAIRES SOCIALES
Porte-parole



Xavier
ALBERTINI

MARNE
AFFAIRES ÉCONOMIQUES



Henri
ALFANDARI

INDRE-ET-LOIRE
DÉVELOPPEMENT DURABLE



Béatrice
BELLAMY

VENDÉE
AFFAIRES CULTURELLES
ET ÉDUCATION



Thierry
BENOIT

ILLE-ET-VILAINE
AFFAIRES ÉCONOMIQUES



Agnès
CAREL

SEINE-MARITIME
AFFAIRES CULTURELLES
ET ÉDUCATION



Paul
CHRISTOPHE

NORD
AFFAIRES SOCIALES



Yannick
FAVENNEC-BÉCOT

MAYENNE
DÉFENSE
*Secrétaire de l'Assemblée
nationale*



Félicie
GÉRARD

NORD
FINANCES



François
GERNIGON

MAINE-ET-LOIRE
AFFAIRES SOCIALES



François
JOLIVET

INDRE
FINANCES



Loïc
KERVAN

CHER
DÉFENSE



Stéphanie
KOCHERT

BAS-RHIN
AFFAIRES ÉTRANGÈRES



Luc
LAMIRAULT

EURE-ET-LOIR
AFFAIRES ÉCONOMIQUES



Jean-Charles
LARSONNEUR

FINISTÈRE
DÉFENSE



Anne
LE HÉNANFF

MORBIHAN
DÉFENSE



Didier
LEMAIRE

HAUT-RHIN
LOIS



Lise
MAGNIER

MARNES
FINANCES



Naïma
MOUTCHOU

VAL-D'OISE
LOIS
*Vice-présidente de l'Assemblée
nationale*



Jérémie
PATRIER-LEITUS

CALVADOS
AFFAIRES CULTURELLES
ET ÉDUCATION



Christophe
PLASSARD

CHARENTE-MARITIME
FINANCES



Jean-François
PORTARRIEU

HAUTE-GARONNE
AFFAIRES ÉTRANGÈRES



Philippe
PRADAL

ALPES-MARITIMES
LOIS



Isabelle
RAUCH

MOSELLE
AFFAIRES CULTURELLES
ET ÉDUCATION
Présidente de commission



Vincent
THIÉBAUD

BAS-RHIN
DÉVELOPPEMENT DURABLE



André
VILLIERS

YONNE
AFFAIRES ÉCONOMIQUES



Anne-Cécile
VIOLLAND

HAUTE-SAVOIE
DÉVELOPPEMENT DURABLE



LE GROUPE
HORIZONS



CONTACT : communication@an-horizons.fr